

Cote du document:	<u>EB 2020/130/R.24/Add.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 f) ii) b)</u>
Date:	<u>7 septembre 2020</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Népal**

### **Programme pour des filières au service d'une transformation agricole inclusive**

#### **Additif**

Conseil d'administration – Cent trentième session  
Rome, 8 – 11 septembre 2020

---

Pour: **Approbation**

# Programme pour des filières au service d'une transformation agricole inclusive (VITA)

## Additif

L'attention du Conseil d'administration est appelée sur les additions et modifications ci-après au Rapport du Président sur le Programme pour des filières au service d'une transformation agricole inclusive (EB 2020/130/R.24). Pour faciliter les comparaisons, les modifications au texte du rapport sont présentées en caractères gras et le texte supprimé est barré.

Les modifications terminologiques suivantes seront appliquées à l'ensemble du document, sauf mention contraire spécifique ailleurs dans le présent Additif.

Terme original:	À remplacer par:
Province	<b>État</b>
Municipal	<b>Local</b>
Municipalité	<b>Autorités locales</b>
Heifer	<b>Partenaire d'exécution de la composante 1</b>
Heifer International	<b>Partenaire d'exécution de la composante 1</b>

Page 5, paragraphe 25:

La première phrase est modifiée comme suit:

"Harmonisation et partenariats. **On prévoit que le partenaire d'exécution de la Composante 1 sera Heifer International, qui financera aussi certaines activités au titre de cette composante** ~~sera un partenaire d'exécution et un cofinancier à part entière.~~"

Page 6, paragraphe 28, modifié comme suit:

"Le montant total du financement du programme, soit 196,9 millions d'USD, se décompose comme suit: financement du FIDA de 97,67 millions d'USD (49,6%); financement du Gouvernement de 9,9 millions d'USD (5,1%); financement de l'ADBL, des banques **et d'autres partenaires de 38,67 millions d'USD (19,6%)** ~~32,674 millions d'USD (16,4%);~~ financement de Heifer de 6,0 millions d'USD (3,0%); contributions des bénéficiaires de 33,8 millions d'USD (17,1%); et contributions du secteur privé de 16,9 millions d'USD (8,6%)."

## Tableau 1 – remplacé par le tableau suivant:

Tableau 1 - Coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement - remplacé par le tableau ci-dessous.

(en milliers d'USD)	Prêt du FIDA		ADBL RSE		Secteur privé		Bénéficiaires (espèces)		Banques*		Autorités nationales/ locales		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Composante</b>														
<b>1. Développement de filières inclusives</b>														
1.1 Développement des capacités des entreprises agricoles	4 418	61	149	2					2 696	37			7 263	4
1.2 Inter médiation et facilitation des investissements	7 105	75	151	2					2 237	24			9 492	5
1.3 Savoirs et politiques de la filière	276	75							92	25			368	-
<b>Sous-total</b>	11 799	69	300	2					5 025	29			17 123	9
<b>2. Développement des services financiers à l'agriculture</b>														
2.1 Financement par des investissements privés	63 563	46			16 876	12	33 751	24	24 100	17			138 290	70
2.2. Renforcement des capacités et appui aux politiques	1 458	87							218	13			1 675	1
2.3 Appui à l'exécution des composantes (par les banques)	439	8							4 858	92			5 297	3
<b>Sous-total</b>	65 459	45			16 876	12	33 751	23	29 176	20			145 262	74
<b>3. Infrastructure des filières</b>	17 335	64									9 948	37	27 283	14
<b>Gestion du programme</b>														
Suivi-évaluation	1 082	83							230	18			1 312	1
Bureau de gestion du programme	1 995	34							3 941	66			5 936	3
<b>Sous-total</b>	3 078	43							4 171	58			7 249	4
<b>Total</b>	97 670	50	300	0	16 876	9	33 751	17	38 371	19	9 948	5	196 917	100

\*Banques: inclut l'ADBL, d'autres banques/institutions financières partenaires et 6 millions d'USD de Heifer International – le partenaire d'exécution

## Tableau 2 – remplacé par le tableau suivant:

Tableau 2 - Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement – remplacé par le tableau ci-dessous.

(en milliers d'USD)	Prêt du FIDA		ADBL RSE		Secteur privé		Bénéficiaires (espèces)		Banques*		Autorités nationales/ locales		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Catégorie de dépenses</b>														
<b>1. Travaux</b>	17 335	63	-	-	-	-	-	-	-	-	9 485	37	26 820	14
<b>2. Crédit, Fonds de garantie</b>	80 335	47	300	-	16 876	10	33 751	20	38 371	23	464	-	170 097	86
<b>Total</b>	97 670	50	300	-	16 876	9	33 751	17	38 371	19	9 948	5	196 917	100

\*Banques: inclut l'ADBL, d'autres banques/institutions financières partenaires et 6 millions d'USD de Heifer International – le partenaire d'exécution

Page 9, paragraphe 29, modifié comme suit:

"Le retrait et l'utilisation par le programme VITA des fonds provenant du prêt octroyé par le FIDA seront régis par le Manuel de décaissement des prêts du FIDA et par l'accord de financement entre le FIDA et le Gouvernement du Népal. Les procédures de décaissement, d'information financière et de tenue des registres appropriés du programme seront décrites en détail dans la lettre adressée à l'emprunteur/bénéficiaire après la signature de l'accord de financement. ~~L'ADBL ouvrira un compte bancaire désigné en dollars des États-Unis~~

~~auprès de la Banque centrale du Népal pour le prêt à fournir par le Gouvernement, Un~~  
**compte désigné en dollars des États-Unis sera ouvert et maintenu auprès de la**  
**NRB pour l'exécution du programme et sera géré conformément à l'autorisation de**  
**l'Emprunteur**, et sur lequel le FIDA versera une avance initiale comme indiqué dans la  
 lettre à l'emprunteur/bénéficiaire, remboursant ensuite les dépenses admissibles sur  
 présentation d'une demande de retrait. L'ADBL ouvrira un compte bancaire distinct pour le  
 programme en monnaie locale. Les fonds reçus du gouvernement ~~fédéral sous forme de don~~  
 et de l'ADBL sous la forme d'un fonds de responsabilité sociale des entreprises pour les  
 activités hors prêt du programme seront également déposés sur le compte bancaire du  
 programme. **La Composante 3 sera préfinancée par le Gouvernement du Népal et**  
**les demandes de remboursement seront adressées au FIDA."**

Page 10, paragraphe 37, modifié comme suit:

"D'importantes mesures d'atténuation sont intégrées en rapport avec la capacité  
 institutionnelle, mais elles devront faire l'objet d'un suivi permanent de la part du  
 Gouvernement du Népal et du FIDA, spécialement durant les premières années. La  
 structure d'exécution est simple, avec un agent principal du programme (APP) supervisant  
**les composantes 1 et 2 et un ministère unique au niveau de l'État supervisant la**  
**composante 3, l'ensemble étant coordonné par un comité de coordination au**  
**niveau de l'État** ~~toutes les composantes~~. En tant qu'APP, l'ADBL réduit les risques de  
 capacité, du fait de son important personnel compétent en matière d'entrepreneuriat  
 agricole, et notamment les 500 agents ayant une formation à la fois agricole et financière.  
~~Heifer apporte~~ **Le partenaire d'exécution de la Composante 1 apportera** une capacité  
 en matière de mobilisation socioéconomique et de développement de groupes de  
 producteurs. La mise en place de ~~forums~~ **comités** de coordination du programme aux  
 niveaux des États/~~municipalités~~ **autorités locales** contribuera à la coordination. Sur le plan  
 interne, l'ADBL dispose d'une solide équipe de gestionnaires expérimentés qui ont  
 pleinement participé à la conception du programme. Le budget inclut environ 2 millions  
 d'USD pour le renforcement des capacités institutionnelles de l'ADBL et des partenaires du  
 programme."

Page 12, paragraphe 43, modifié comme suit:

"L'ADBL sera à la fois APP et cofinanceur, et rendra compte au comité de pilotage du  
 programme présidé par le Ministre des finances. Elle dirigera l'exécution ~~de toutes~~ des  
 composantes **1 et 2. Le Ministère de l'aménagement des terres, de l'agriculture et**  
**des coopératives (MOLMAC) de l'État 5 dirigera l'exécution de la Composante 3. Le**  
**partenaire d'exécution de la Composante 1** Heifer coordonnera un réseau d'ONG  
 locales pour la conduite d'activités destinées aux agriculteurs. L'unité spécialisée de gestion  
 du programme (UGP) au sein de l'ADBL sera responsable de tous les aspects de la gestion  
 du programme au nom de l'APP. **Une Unité d'exécution du programme sera mise en**  
**place par le MOLMAC de l'État 5 pour la gestion de la composante 3, et rendra**  
**compte au Secrétaire du MOLMAC."**

Page 12, paragraphe 44, modifié comme suit:

"Les autorités des États et des municipalités seront étroitement associées, par  
 l'intermédiaire des **comités de coordination aux niveaux des États et des autorités**  
**locales, en tant que participants aux** MSP ~~et dans le cadre de~~ à la composante 3, en  
 tant que **gestionnaires de la composante et** agents d'exécution et cofinanceurs de sous-  
 projets. Un ~~forum~~ **comité** de coordination sera mis en place aux niveaux des États et des  
**autorités locales** ~~municipalités~~. Le programme VITA proposera également aux autorités  
 des États et des autorités locales un renforcement de leurs capacités en matière  
 d'approches du programme."

Page 12, paragraphe 46, modifié comme suit:

"Gestion financière. L'UGP relèvera du directeur du programme et rendra compte au comité de pilotage du programme de la gestion financière globale, des demandes de retrait, des rapports financiers et des obligations de conformité pour l'audit interne et externe. **Le MOLMAC de l'État 5 utilisera le système de gestion financière du gouvernement pour l'information financière concernant la composante 3, dont l'audit sera réalisé par le Vérificateur général du Népal. Le MOLMAC de l'État 5 communiquera un rapport financier périodique et un rapport d'audit financier à l'ADBL.** Le risque inhérent à la gestion financière est important, principalement parce qu'il s'agit, pour l'ADBL, du premier programme du FIDA **depuis les années 1980.** **Heifer Le partenaire d'exécution prévu pour la Composante 1** a déjà l'expérience de l'exécution du Programme de fourniture de semences améliorées aux agriculteurs, financé par le FIDA. Grâce aux mesures d'atténuation, les risques seraient ramenés à un niveau modéré."

Page 12, paragraphe 49, modifié comme suit:

"Le système de suivi-évaluation sera conforme au Système de gestion des résultats opérationnels et au cadre d'indicateurs de base du FIDA, et sera aligné sur les propres systèmes de l'ADBL. L'ADBL et **les partenaires d'exécution** Heifer contribueront au système unitaire de suivi-évaluation du programme VITA. Une enquête de référence sera conduite au début du programme auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires dans chaque site; elle sera répétée à mi-parcours et à l'achèvement. Une enquête annuelle de suivi des groupes sera organisée pour évaluer périodiquement la performance de chacun d'entre eux."

Page 13, paragraphe 54 – Entièrement supprimé

~~"Un financement rétroactif de 500 000 USD est provisionné pour les dépenses à effectuer entre février 2020 et l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Le financement rétroactif sera utilisé pour: le recrutement et la formation du personnel; l'achat de matériel de bureau pour le programme; la réalisation d'enquêtes de référence et la mise en place du logiciel pour le système d'information de gestion; et toute autre activité de préparation du programme. Ces dépenses seront remboursées sur présentation d'une demande de retrait distincte, lorsque les conditions préalables à la première demande de retrait auront été réunies."~~

Page 13, paragraphe 55

La première phrase est modifiée comme suit:

"La supervision sera assurée par le FIDA, qui conduira des missions annuelles conjointes avec le Gouvernement du Népal et **les partenaires d'exécution** Heifer."

## Appendix III. Detailed IPRM (note – there are no changes to the inherent /residual risk rating)

## Implementation Arrangement

## Risk:

Inherent institutional capacity risks are high in Nepal, as evident in the recent country programme performance. If not addressed both in design and implementation, these create significant risks of substantial delays in programme delivery.

## Mitigations:

Substantial measures have been incorporated into the design to mitigate these, but the effectiveness of these measure must be continuously monitored by GON and IFAD, especially in the early years of implementation, with close implementation support. Mitigation is via the planned programme implementation arrangements and choice of partners by involving ADBL and Heifer as lead partners, as well as by creating State Programme Coordination **Committees** ~~Forums~~ and Municipal Coordination **Committees** ~~Forum~~ in **with** each state and municipality local government to coordinate among stakeholders. The programme adopts a simple implementation structure, with one LPA overseeing all components **1 and 2 and a single MOLMAC implementing component 3**. The choice of ADBL as the LPA reduces capacity risks due to its large and capable agri-business staff, with almost 500 staff with both an agricultural and finance background and a focus on agriculture as a business. In addition, in Nepal, the existence of substantial experience and domestic cadres familiar with the specific approaches should further reduce the start-up and operational risks if ADBL can draw on this practical experience and capacity. The implementation partnership with Heifer will bring valuable additional capacity, especially on market-oriented socio-economic mobilization and producer group development. Internally, ADBL currently have a strong senior management team under a recently appointed CEO which should provide stability during the critical first 3 years as will mainstreaming VITA in ADBL structures. This senior management team has been closely involved in all aspects of VITA design. In addition, there are around US\$2 million of institutional capacity-building programmes planned for ADBL and programme partners across the three Components.

## Risk:

Specific capacity risks within ADBL **and implementing partners** are into two areas:

- Component 2: The programme requires the upgrading of systems and processes required for ADBL's operational capacity to cost-effectively extend its coverage and outreach to larger numbers of small-scale producer in more remote areas. The risks here could be substantial if there are large delays in upgrading the required systems and processes, as without these systems it will be difficult for the ADBL branches to adequately serve the required numbers of programme beneficiaries.
- Component 3, **State 5 MOLMAC has untested capacity for implementing ODA-funded agricultural value chain infrastructure projects** ~~ADBL itself does not have in-house experience of administering an infrastructure finance facility,~~ though there is available capacity in the market in Nepal.

## Mitigations:

Component 2: Mitigation for delays in the upgrading of ADBL systems and processes is through the early commencement of such upgrading plans, prior to programme effectiveness –as they also form part of ADBL's own strategic development plans. VITA includes a substantial capacity-building programme of around \$1.5 million in Sub-component 2.2 to address these and other risks. In addition, IFAD ~~is expected to approve~~ **approved** an Rural Poor Stimulus Facility in Q3 2020 to accelerate this

upgrading activity –both for automatic loan processing and the development and deployment of a Kishan Card and App.

Component 3 management risk mitigation will be by the ~~PMU~~ **MOLMAC PIU** contracting a small team of infrastructure professionals to manage this facility and close supervision by IFAD of procurement and technical aspects of the Component implementation.

Risk:

Coordination within and between the three tiers of government has emerged as a critical issue across multiple sectors. The risk is that this may create disjointed policies and public investment programmes between the three tiers –with potential gaps, duplications or contradictions. While VITA implementation is not within these three tiers of government, it may be impacted by a lack of coordination within the government itself.

Mitigations:

The choice of ADBL as the LPA substantially reduces the programmes direct exposure to these risks –as it is a parastatal institution with a mandate to work equally with all branches of government. ADBL regional and branch managers have good working relationship with government officials in their area, not least as ADBL has long been an important partner for agriculture development. Heifer also brings strong networks in many locations, especially with municipal governments. Additional mitigation measure for coordination risks include: establishing a State Programme Coordination ~~Committee Forum~~ **Committee** in each state to coordinate among programme stakeholders within the state and similar **local-level Municipality** coordination **committees** in each municipality; signing MoUs between ADBL and each State and ~~municipal~~ **local** government for collaboration on the programme, setting out expected contributions and roles; routine participation of relevant government staff in the MSPs at corridor and hub level for each commodity, and; providing capacity-building training to state and municipality staff on key programme approaches for inclusive supply chain development to raise understanding.

## Financial Management

### Organization and Staffing

Risk:

- The bank has not implemented the IFAD funded project **since the 1980s**.
- The bank has qualified professional accountants in the Finance and Account Department in the Head Office. Other bank staff in the Head Office, provincial and branch offices have adequate academic qualification and experienced in the maintaining accounts.
- The existing staff of the bank will be deputed for the project and one finance assistant will be recruited for the PMU.
- The existing staff do not have experience on IFAD funded projects but they can be trained for accounting and reporting requirement of the IFAD.
- There are written job description of each accounts staff.
  - **Government partner (MoLMAC) shall be executing agency for component 3 with separate Programme Implementation Unit (PIU)**

Mitigation:

- One finance ~~Officer assistant~~ **Officer** with required qualification for the PMU will be recruited.
- The accounts staff required for the project will be deputed and they will be made accountable for the project with clear written job description and accountability lines.

- Training will be provided to the finance staff to maintain accounts and prepare AWPB, withdrawal application and financial statements as per requirement of IFAD.
  - **Adequate staff with strong capacity and experience shall be recruited for MoLMA PIU**
- Project implementation manual (PIMs) **for LPA and MoLMAC PIU** will be developed for effective financial management with clear procedures and controls, responsibilities of the project finance staff.

#### Funds Flow/Disbursement Arrangements

##### Risk:

- ADBL has implemented one ADB funded project having imprest fund but does not have **current** experience in preparing withdrawal application.
- Foreign currency exchange risk is borne by the government.
- The ADBL does not value and account counterpart funds.
- The ADBL did not have experience in implementing such projects as it provides loan to the borrower for their projects.
  - **Component 3 will be pre-financed by MoLMAC and expenditure shall be claimed to IFAD for reimbursement, submission of withdrawal application shall comply with IFAD disbursement procedures and requirement.**

##### Mitigations:

- The designated bank account **in US\$** will be opened **and maintained in NRB** for the grant ~~in US\$~~. Two separate project accounts for loan and grant will be opened in the ADBL in Nepalese currency. The advance of US\$10 million will be provided for loan to the loan project account and amount as specified will be transferred from designated account to the grant project account.
- The designated bank account and projects bank accounts will be maintained on imprest system.
- The counterpart funds received in cash or kind valued at the prevailing market price will be accounted separately to monitor counterpart funds and project expenditures.
- IFAD loan disbursement handbook and PIM developed for the project specify disbursement procedure, requirement and interval of submission of WA.
- Training will be imparted to finance on disbursement procedures **for ADBL and Implementing Partners**

#### Accounting and Financial reporting

##### Risk:

##### Accounting Systems, Policies & Procedures

- There are no accounting field in the chart of accounts for components, disbursement categories, and sources of funds.
- There is no accounting manual there are Payment Procedures and Financial Administration Bylaws for financial management.
- All invoices and supporting documents are not defaced with PAID stamp in few offices.
- There is no separate fixed assets accounting system. The fixed assets register is maintained in excel spreadsheet up to date and tallied with the fixed assets register on annual basis.



- Beneficiaries contribution are not accounted.

#### Reporting and monitoring

- ADBL does not have practice of reporting expenses based on categories, components and funding sources.
- The financial statements are not generated in the required format by the software.
- **Consolidation of financial reports from Implementing Partner might cause delay in submission of periodical financial report to IFAD**

#### Mitigations:

- The existing chart of accounts will be customized to record components, disbursement categories, and sources of funds.
- The policy of accounting counterpart funds received in cash and kind will be developed to report total cost of each project activity and total project expenses.
- Training will be provided to the project staff **and Implementing Partner** in project accounting policies and procedures.
- PIMs will specify detail reporting and monitoring requirements and templates for preparing financial statements in the format consistent with IFAD reporting requirements.
- Accounting fields will be incorporated in the existing chart of account to report expenses based on components, disbursement categories, and sources of funds.
- PMU staff **and Implementing Partners** are to be trained for financial monitoring and oversight on implementing agencies.

#### External Audit

##### Risk:

- Independent Chartered Accountant firms recommended by the Office of the Auditor General (OAG) and appointed by the annual general meeting (AGM) conduct audit of the ADBL. **Component 3 will be separately audited by the Auditor General. Independent Charter Accountant will audit component 1 and 2 and issue the Consolidated Financial Report for all components (including component 3).**
- Audit of the ADBL is being conducted within 6 months but the AGM used to be held after 6 months.
- The audit reports were qualified for unreconciled amounts in inter-branch account.
- The auditors have issued disclaimer of opinion due to non-compliance with all provision of the Nepal financial reporting Standards in FY 2015/16 and 2016/17.

##### Mitigation:

- A Chartered Accountant firms appointed for the ADBL will be hired for the project to conduct external audit.
  - **Auditor General will conduct the Audit for component 3 as regulated by Nepal Audit regulation for Public sector.**
- Specific requirement of IFAD will be communicated to external auditors to deliver adequate audit report.
- Conduct audits for submission of audit report to IFAD within 6 months after the end of each fiscal year.
- Implementation of auditor's recommendations.